



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
8 Février 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	3
Nombre de Conseillers présents	:	23
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	2 Février 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	14 Février 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL (à partir de la question 12-04), Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS (à partir de la question 12-04), M. Joël DESVAUX

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, M. Henri NOËL, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET,

Pouvoirs : M. HIGNARD à M. COCHARD ; M. NOEL à M. LEGRAND ; Mme BEAUDOUIN à Mme SAUVÉE

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Annie CHAMPAGNAY, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 12-01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-02) Acquisition par la Commune d'une partie de l'emplacement réservé n° 1 – rue de Dingé
- 12-03) Acquisition par la Commune d'une partie de la parcelle AD n° 198 en rive du Lac Tranquille
- 12-04) Acquisition par la Commune d'une propriété, 2 Allée des Châtaigniers
- 12-05) Création d'une salle de sports – Maîtrise d'œuvre – Candidats admis à concourir
- 12-06) Création d'une salle de sports – Maîtrise d'œuvre – Validation du programme technique détaillé
- 12-07) Modernisation du pôle ferroviaire – Marché de travaux – Attribution
- 12-08) Modernisation du pôle ferroviaire – Avenants à la convention-cadre avec les différents partenaires
- 12-09) Secteur Avenue de Waldmünchen – Réfection du réseau d'eaux usées et restructuration du camping – Validation de l'avant-projet définitif et DCE
- 12-10) AVAP – Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine – Evolution de la réglementation et mise au point sur le dossier
- 12-11) Révision simplifiée n° 4 du PLU – Délimitation de la zone humide au lieu-dit Pléac - Approbation
- 12-12) Révision simplifiée n° 5 du PLU – Délimitation des zones humides aux lieux-dits Brancoual, Loup Pendu, le Badolier, Le Petit Villeneuve, Le Camp Du Guesclin, La Ville Tierce – Approbation
- 12-13) Lotissement La Croix Briand 4 – Présentation et convention
- 12-14) Lotissement Le Bihan – Avenue du Général de Gaulle – Présentation et convention
- 12-15) Blandefalle – Numérotage
- 12-16) Lotissement La Croix Briand 3 – Numérotage
- 12-17) Zone d'activités du Moulin Madame – Numérotage
- 12-18) Médiathèque – Avenants
- 12-19) Maison de l'Enfance – Avenants
- 12-20) Extension de l'école maternelle publique – Avenant
- 12-21) Restructuration du presbytère – Avenants
- 12-22) Restructuration du presbytère – Marché complémentaire
- 12-23) Restitution de surface par la Poste à la Commune – Convention de travaux entre la Commune et La Poste
- 12-24) Bail de la Poste – Modification
- 12-25) Service d'accueil de la Petite Enfance – Règlement de fonctionnement et dénomination de l'équipement
- 12-26) Médiathèque – Règlement de fonctionnement et dénomination de l'équipement
- 12-27) Demande d'acquisition d'un chemin rural au lieu-dit La Fromière – Demandeurs : M. BLANCHET/Mme LE HOUSSEL et M. DESCLOS
- 12-28) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal au lieu-dit La Fromière – Demandeurs : M. BLANCHET/Mme LE HOUSSEL
- 12-29) Demande de régularisation de voie communale et d'acquisition de délaissés au lieu-dit Hailand – Consorts HARAND
- 12-30) Requalification urbaine – Avenue de la Libération – Section voie SNCF/ Chemin de Bel Air – Convention entre le Département et la Commune
- 12-31) Travaux de requalification urbaine 2010 – Avenant de prolongation du délai d'exécution

- 12-32) Dédoublage de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de La Gentière et le réservoir de Bel Air – Marché de travaux – Attribution
 - 12-33) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 12-34) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
-

12-01) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Annie CHAMPAGNAY, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 7 Décembre 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-02) ACQUISITION PAR LA COMMUNE D'UNE PARTIE DE L'EMPLACEMENT RESERVE n° 1 – RUE DE DINGE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 17 Février 2011, Maître Marc-Olivier HUCHET, représentant les intérêts de Monsieur Victor LEFOUL, domicilié Avenue de Waldmünchen à Combours, a mis en demeure la Commune de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AM n° 166, d'une superficie de 593 m², classée en emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme (n° 1 – destination : chemin piéton et piste cyclable).

Bien que s'agissant de parcelles inscrites en emplacement réservé au PLU, cette transaction s'inscrit dans le cadre d'une négociation amiable.

La Commune a donc fait estimer le bien concerné par le Service des Domaines et a engagé ensuite des négociations avec les demandeurs. Ceux-ci ont fait connaître leur accord sur le prix proposé par courrier du 5 Décembre 2011, à savoir 12 € le m² (soit 7 116 €), net vendeur.

En conséquence, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De décider l'acquisition de la parcelle cadastrée section AM n° 166, d'une superficie de 593 m², appartenant à Monsieur Victor LEFOUL, au prix de 12 € le m².
- De confier l'acte notarié à l'Etude Notariale PRIOL-LACOURT, de COMBOURG
- De donner pouvoir au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir
- D'imputer la dépense au budget général de la Ville, étant précisé que tous les frais liés à cette acquisition seront à la charge de la Commune.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

12-03) ACQUISITION PAR LA COMMUNE D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AD n° 198 EN RIVE DU LAC TRANQUILLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de l'aménagement du circuit piétonnier autour du Lac Tranquille, la SCI « Le chemin de Piquette », représentée par Monsieur Christian PELE, a donné son accord pour l'acquisition, par la Commune, d'une bande de terrain, en rive du Lac, sur la parcelle cadastrée section AD n° 198.

Cette cession serait consentie aux conditions suivantes :

- Prix d'acquisition : 0,80 € le m²
- Réalisation d'une clôture par la Commune sur l'ensemble de la partie basse de la parcelle AD n° 198
- Frais de bornage et d'acquisition à la charge de la Commune.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- de décider l'acquisition d'une bande de terrain au sud de la parcelle cadastrée section AD n° 198, en vue de l'aménagement d'un circuit piétonnier, auprès de la SCI « Le Chemin de Piquette » au prix de 0,80 € le m².
- de réaliser une clôture sur l'ensemble de la partie basse de la parcelle AD n° 198 acquise par la Commune.
- de confier les travaux d'arpentage au Cabinet LETERTRE, Géomètre à Dol de Bretagne
- de confier la rédaction de l'acte à la SCP Notariale PRIOL-LACOURT, 1 Boulevard du Mail à Combourg
- de donner pouvoir au Maire pour signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ce dossier.

- d'inscrire au budget les frais liés à cette acquisition (clôture, frais de géomètre et de notaire)

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

12-04) ACQUISITION D'UNE PROPRIETE, 2 ALLEE DES CHATAIGNIERS

Rapporteur : Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Congrégation Religieuse dite « Congrégation des filles de la Providence » a fait part à la Municipalité de son intention de vendre un bien lui appartenant dont les caractéristiques sont les suivantes :

Parcelles cadastrées :

AH 79	Avenue de la Libération	27 ca
AH 81	Avenue de la Libération	7 ca
AH 390	2, allée des Châtaigniers	18 a 31 ca
AH 392	Avenue de la Libération	8 a 18 ca
AH 397	Avenue de la Libération	7 a 13 ca
AH 398	Avenue de la Libération	8 a 95 ca

Total

42 a 91 ca

Édifiées d'une grande maison d'habitation à usage de repos, d'accueil pour les sœurs de la Providence comprenant :

- Au sous-sol : Chapelle, garage, WC, réserves, lingerie, buanderie, cave
- Au rez-de-chaussée : salon avec baie vitrée, cuisine, véranda, arrière-cuisine, bibliothèque, W.C., bureau, 4 chambres, salle d'eau
- Au 1^{er} étage : lingeries, 8 chambres, studio,

Et un jardin.

L'avis des Domaines a été sollicité pour ce bien. Le montant est communiqué au Conseil Municipal, étant précisé qu'une marge d'appréciation de plus ou moins 15 % est autorisée.

L'intérêt de cette propriété pour la Commune porte essentiellement sur le foncier non bâti et l'acquisition du bien pourrait permettre l'extension de structures sociales existantes et la protection d'un quartier dédié principalement à la résidence de personnes âgées.

Monsieur LE BESCO demande au Conseil Municipal de se positionner sur l'opportunité de cette acquisition par la Commune et, le cas échéant, sur le prix maximum autorisé pour la négociation de ce bien.

Du débat qui s'instaure au sein de l'Assemblée délibérante, il ressort que l'emplacement de l'immeuble est stratégiquement important pour la Commune mais que le bâtiment, dans sa conception actuelle, est difficilement exploitable par celle-ci (sécurité, accessibilité, etc.)

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, il est proposé d'autoriser le Maire à mener une négociation amiable en n'excédant pas la valeur d'estimation des Domaines (sans majoration).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-05) CREATION D'UNE SALLE DE SPORTS – MAITRISE D'ŒUVRE - CANDIDATS ADMIS A CONCOURIR

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 11 Mai 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet Pré-program de Rennes pour une mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) dans le cadre de la création d'une salle de sports.

Par délibération en date du 7 Décembre 2011, le Conseil Municipal a autorisé Le Maire à engager la procédure de marché formalisé de concours restreint pour la définition de l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel à candidatures :

- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 15 Décembre 2011.
- pour l'édition du journal officiel de l'union Européenne du 13 décembre 2011.

61 plis ont été réceptionnés dont 1 pli électronique avant la limite de dépôt des offres fixée au Lundi 23 Janvier 2012 à 12h00.

L'ouverture des différents plis a été réalisée en présence de Mme Yolande Giroux, Adjointe, et de M André Badignon, Adjoint, le Lundi 23 Janvier 2012 à partir de 14h00, et l'analyse a ensuite été réalisée par les services municipaux.

Il est rappelé au Conseil Municipal que les critères de sélection pour l'appel à candidature sont les suivants :

- Composition de l'équipe appréciée en fonction des moyens, des compétences et de la pertinence du groupement.

- Qualité des références présentées pour des opérations de nature, d'importance et de complexité équivalentes.
- Approche et références en termes de développement durable.

Le jury de concours s'est réuni le Jeudi 2 Février 2012 et a retenu les candidats suivants :

- **COQUARD – COLLEU – CHARRIER Architectes**
38 rue du 71^e RI
22000 SAINT BRIEUC
- **DAVID CRAS**
227 rue de nantes
35000 RENNES
- **SELARL LIARD & TANGUY**
18 RUE DE Guébriant
35000 RENNES

Dans le cas où un des candidats admis à concourir se désisterait, le jury propose de retenir le 4^e du classement établi, à savoir :

- **DEESSE 23 ARCHITECTURE**
4 rue Dudrézène
BP 98644
44186 NANTES cedex 4

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de se conformer à l'avis du jury de concours.

Vu la délibération du 7 Décembre 2011 autorisant Monsieur le Maire à lancer un concours restreint de maîtrise d'œuvre en conception pour la réalisation d'une salle de sports,

Vu l'article 70 du Code des Marchés Publics concernant le déroulement de la procédure du concours restreint,

Vu la délibération du 7 Décembre 2011 désignant les membres du jury,

Vu la proposition du jury de concours, réuni le jeudi 2 Février 2012, décidant de retenir 3 candidats, plus un 4^e en cas de désistement,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de se conformer à l'avis du jury de concours et donc de retenir les candidats suivants :

- **COQUARD – COLLEU – CHARRIER Architectes**
38 rue du 71^e RI
22000 SAINT BRIEUC

- **DAVID CRAS**
227 rue de nantes
35000 RENNES
- **SELARL LIARD & TANGUY**
18 RUE DE Guébriant
35000 RENNES

Dans le cas où un des candidats admis à concourir se désisterait, le 4^e candidat retenu est :

- **DEESSE 23 ARCHITECTURE**
4 rue Dudrézène
BP 98644
44186 NANTES cedex 4

12-06) CREATION D'UNE SALLE DE SPORTS – MAITRISE D'ŒUVRE – VALIDATION DU PROGRAMME TECHNIQUE DETAILLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 11 Mai 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet Pré-program de Rennes pour une mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) dans le cadre de la création d'une salle de sports.

Par délibération en date du 7 Décembre 2011, le Conseil Municipal a autorisé Le Maire à engager la procédure de marché formalisé de concours restreint pour la définition de l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

Suite à la détermination des 3 candidats admis à concourir, ceux-ci sont destinataires d'un programme technique détaillé reprenant l'ensemble des éléments des phases précédentes de l'étude. Ce document précise les besoins, les conditions d'implantation, ainsi que les principes organisationnels et les exigences techniques. La qualité environnementale attendue dans le cadre du projet est aussi précisée.

Ce programme technique détaillé permettra à chaque candidat admis à concourir l'élaboration d'un projet qui sera soumis au jury de concours et au comité technique.

Ce programme a fait l'objet d'une concertation avec les différents intervenants, à savoir les membres des clubs de judo, karaté et basket, les services techniques municipaux et les élus. Le projet présenté aux commissions « Bâtiments – développement durable » et « Jeunesse et sports », le Jeudi 17 novembre 2011, a reçu un avis favorable. Sa finalisation a eu lieu lors du comité de pilotage du Jeudi 19 Janvier 2012.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de valider le programme technique détaillé.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de valider le programme technique détaillé relatif au projet de construction de la salle de sports.

12-07) MODERNISATION DU POLE FERROVIAIRE – MARCHE DE TRAVAUX - ATTRIBUTION

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 9 février 2011, il a été décidé de retenir le cabinet « Atelier du Marais », de Fougères, pour assurer la maîtrise d'œuvre de la modernisation du pôle ferroviaire.

Il est également rappelé au Conseil Municipal que, par délibération en date du 5 juillet 2011, il a été décidé d'approuver l'Avant Projet Définitif (APD), et par délibération en date du 9 Novembre 2011, de valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et d'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 15 Novembre 2011.
- pour l'édition de Ouest-France du 18 Novembre 2011.

46 DCE ont été retirés et 16 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Jeudi 15 Décembre 2011 à 12h00.

L'ouverture des différentes propositions a été réalisée en présence de M Badignon, Adjoint, le Jeudi 15 Décembre 2011 à partir de 14h00, et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet « Atelier du Marais ».

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mardi 17 Janvier 2012 à 11h00, le pouvoir adjudicateur, après mise au point des marchés avec les différentes entreprises, a décidé de retenir les propositions de :

EVEN
3 bis rue de l'Industrie
35730 PLEURTUIT

Pour le **lot n°1** – « Terrassement, Voirie, Réseaux, Espaces Verts, Mobiliers »
Pour un montant de 1 196 516.80 € HT, soit 1 431 034.09 € TTC.

Correspondant à la réalisation de l'ensemble des 3 tranches suivant la solution de base proposée par la maîtrise d'œuvre.

Et

SPIE
1 rue Gros Guillaume
BP 95130
35560 LE RHEU Cedex

Pour le **lot n°2** – « Eclairage public, Basse tension »

Pour un montant de 113 250.69 € HT, soit 135 447.83 € TTC.

Correspondant à la réalisation de l'ensemble des 3 tranches suivant la solution de base proposée par la maîtrise d'œuvre.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-08) MODERNISATION DU POLE FERROVIAIRE - AVENANTS A LA CONVENTION-CADRE AVEC LES DIFFERENTS PARTENAIRES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combourg a signé le 9 janvier 2010 une convention d'application du programme de modernisation de la gare de Combourg avec les différents partenaires associés à ce projet : Région Bretagne, Communauté de Communes Bretagne Romantique, SNCF et Réseau Ferré de France (RFF).

Cette convention est le prolongement de l'étude menée avec l'assistance du cabinet FORMA6 en 2007, qui a proposé notamment des principes d'aménagement et une première estimation chiffrée sur différents périmètres de maîtrise d'ouvrage envisagés, et des échanges entre les partenaires pour parvenir à un accord en terme de financement et de planning.

La commune de Combourg est donc maître d'ouvrage sur les voies d'accès, les stationnements et les parvis, la SNCF est maître d'ouvrage pour la rénovation du bâtiment voyageur et ses abords ainsi que le mobilier, et RFF est maître d'ouvrage pour la restructuration des quais et leur accessibilité.

L'article 5 de la convention partenariale dispose que des avenants doivent intervenir à la fin des études de chacun des maîtres d'ouvrage afin de préciser les coûts et le planning de l'opération. Compte tenu de l'avancement des études, les avenants concernant les maîtrises d'ouvrage de RFF et de la commune peuvent désormais être signés.

L'avenant RFF engage les partenaires à effectuer les travaux pour un montant de 3 611 000 € HT, financés par la Région à 75% et par RFF à 25%, avec une réalisation prévue entre mai 2013 et août 2014.

L'avenant concernant le périmètre d'intervention de la commune engage les partenaires à effectuer les travaux pour un montant de 1 877 998 € HT, financés par la Région Bretagne pour 636 000 €, par la SNCF pour 95 550 €, par la Communauté de Communes pour 400 000 € et par la commune de Combours pour 746 448 €. Le tableau ci-dessous reprend les dépenses et les recettes sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage communal :

DEPENSES	€ HT	%	RECETTES	€	%
Travaux de voirie d'accès	151 706	8%			
Coûts réseaux et éclairage	96 004	5%	Région Bretagne	636 000	34%
Travaux de destruction du silo SNCF	32 151	2%	SNCF	95 550	5%
Maîtrise d'œuvre Atelier du Marais	71 070	4%	Communauté de Communes	400 000	21%
Aménagements parkings et parvis	1 307 067	70%	Ville de Combours	746 448	40%
Travaux de déplacement de la brigade RFF	140 000	7%			
Acquisition terrain et maison garde-barrière	80 000	4%			
TOTAL	1 877 998	100%		1 877 998	100%

Les travaux vont se dérouler sur trois tranches successives : la première tranche doit débuter en mars 2012, la seconde en septembre 2012 et la dernière en mars 2013 pour une fin des travaux programmés à l'été 2013.

L'avenant SNCF sera présenté au Conseil Municipal lors d'une prochaine séance.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser :

- à signer l'avenant à la convention d'application relative aux études et travaux du programme de modernisation des gares relative à la maîtrise d'ouvrage RFF
- à signer l'avenant à la convention d'application relative aux études et travaux du programme de modernisation des gares relative à la maîtrise d'ouvrage de la commune

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer les avenants précités.

12-09) SECTEUR AVENUE DE WALDMUNCHEN – REFECTION DU RESEAU D'EAUX USEES ET RESTRUCTURATION DU CAMPING – VALIDATION AVANT PROJET DEFINITIF (APD) ET DCE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 5 juillet 2011, le lancement d'une procédure adaptée pour la détermination d'un maître d'œuvre a été adopté, et par délibération en date du 9 Novembre 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet ATEC OUEST de Pacé pour la mission de maîtrise d'œuvre relative à cette opération.

Il est rappelé au Conseil Municipal que les travaux envisagés intègrent les recommandations du schéma directeur d'assainissement, à savoir le remplacement du réseau d'Eaux Usées (EU) desservant le tennis, la future salle de sports, le camping et le remplacement du poste de refoulement de l'Avenue de Waldmünchen.

L'Avant Projet Définitif (APD) fait apparaître la répartition et l'estimation suivante :

LOT N°	DESIGNATION	CREATION	REHABILITATION	TOTAL DU LOT
1	Terrassement Voirie	30 948.50 €		30 948.50 €
2	Assainissement EU	27 978.70 €	96 212.60 €	124 191.30 €
3	Réseaux souples	55 915.00 €		55 915.00 €
4	Espaces Verts	12 676.30 €		12 676.30 €

**MONTANT TOTAL
DES LOTS HT**

223 731.10 €

Ce projet a fait l'objet d'une concertation avec l'Office de Tourisme, les Architectes des Bâtiments de France (ABF), les élus en charge du dossier et les services municipaux.

La commission « action économique et tourisme », réunie le samedi 21 janvier 2012, a émis un avis favorable à cette réalisation.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution du marché de travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer le marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1er Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée et de procéder aux inscriptions budgétaires conséquentes.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-10) AVAP (AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE) : EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION ET MISE AU POINT SUR LE DOSSIER

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 14 avril 2008, il a été décidé de relancer l'étude de la ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager).

La commune de Combourg a engagé une étude de ZPPAUP en mars 2009, avant la publication de la loi. L'étude est transformée en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.) en application du Grenelle II, en intégrant les préoccupations environnementales, tout en suivant le schéma proposé avec l'Architecte des Bâtiments de France, M. Franck CHARNASSE pour la suite de la procédure.

La loi Grenelle II précise que l'AVAP a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme, afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement de l'espace.

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle II institue les AVAP (Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) en remplacement des ZPPAUP.

L'article 28 de la loi grenelle II du 12 juillet 2010 transforme les ZPPAUP existantes ou en cours de création en AVAP, dont le contenu et la forme, en ce qui concerne la prise en compte du développement durable, seront précisés par le décret d'application.

Quinze réunions ont eu lieu avec le bureau d'études (le cabinet GHECO de la Rochelle), l'Architecte des Bâtiments de France, M. Franck CHARNASSE, techniciens et administratifs de la mairie du 2 juillet 2009 au 16 mars 2011.

L'avancement du dossier (aire d'étude, repérage et réglementation d'éléments bâtis et végétaux) a été présenté en **Commission Régionale du Patrimoine et des Sites** (CRPS), le 15 février 2011.

Dans l'attente de la publication du décret d'application de l'AVAP, sur conseil de l'Architecte des Bâtiments de France, l'étude a été suspendue afin de ne pas engager un avenant qui pourrait être à reprendre.

Ce décret est paru le 19 décembre 2011 et fixe le dispositif applicable aux AVAP.

Il se substitue aux dispositifs des ZPPAUP, il définit le contenu et la procédure d'établissement d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine et précise les modalités de délivrance d'une autorisation de travaux dans cette aire. Il instaure une sanction pénale en cas de violation des dispositions relatives à l'autorisation de travaux. Ces dispositions sont codifiées aux articles du code du Patrimoine. Le présent décret aménage également le régime des recours contre les avis des Architectes des Bâtiments de France et supprime les régimes d'évocation ministérielle associés au champ de visibilité des monuments historiques et aux secteurs sauvegardés.

Ce dossier ayant reçu un accord de principe de l'ABF, les formalités restantes peuvent être engagées sur l'année 2012, pour une approbation de l'AVAP en fin d'année.

Trois réunions sont programmées au cours du 1^{er} semestre 2012 en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France. Après une réunion de mise au point de ce dossier avec l'ABF, pour vérifier sa conformité avec le nouveau décret, le conseil municipal pourra ensuite :

- fixer la composition de l'instance consultative
- fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-11) REVISION SIMPLIFIEE n° 4 DU P.L.U. – DELIMITATION DE LA ZONE HUMIDE AU LIEU-DIT « PLEAC » - APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combourg a été pris en date du 6 octobre 2011 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

Le dossier de révision simplifiée a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 31 octobre 2011 au mercredi 30 novembre 2011 soit pendant 31 jours consécutifs et portait sur le point suivant :

- une rectification de la zone humide nécessite une évolution de zonage du Plan Local d'Urbanisme permettant un développement d'activités économiques dans le secteur de Pléac.

Monsieur Bruno GOUGEON a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combourg :

Le jeudi 3 novembre 2011 de 10 h 00 à 12 h 00

Le lundi 14 novembre 2011 de 10 h 00 à 12 h 00

Le mercredi 30 novembre 2011 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (le 13 octobre 2011 et le 03 novembre 2011)

- Les Petites Affiches de Bretagne (le 14/15 octobre 2011 et le 04/05 novembre 2011)

L'arrêté de mise à l'enquête publique a également fait l'objet d'un affichage à la Mairie.

La révision simplifiée a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques Associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint- Malo

Une réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées a eu lieu le mardi 27 septembre 2011.

Monsieur Bruno GOUGEON, commissaire enquêteur, a émis en date du 04 décembre 2011 un avis favorable à la révision simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours, qui a pour objet la transformation d'une parcelle zonée NPa en ULa pour prendre en compte la modification de l'inventaire des zones humides sur la commune.

Cette révision permettra la réalisation d'un projet de développement du manoir de Pléac pour lequel celui-ci émet trois recommandations :

1. La recherche de solutions innovantes en matière énergétique, traitement et recyclage des eaux, utilisation de l'eau de pluie, etc. devra être systématique dans le respect de l'article UL 11-6 du règlement.
2. Le projet présenté devra être ambitieux, en terme de plantations nouvelles d'essences locales, pour intégrer les bâtis dans le site.
3. Règlement du PLU : zone ULa article 11-5 supprimer la proposition : « - *soit être d'inspiration contemporaine.* »

Afin de permettre le développement d'activités économiques dans ce secteur, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme en suivant l'avis simple du commissaire enquêteur.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, en suivant l'avis simple du commissaire-enquêteur.

12-12) REVISION SIMPLIFIEE n° 5 DU P.L.U. – DELIMITATION DES ZONES HUMIDES AUX LIEUX-DITS « BRANCOUAL, LOUP PENDU, LE BADOLIER, LE PETIT VILLENEUVE, LE CAMP DU GUESCLIN, LA VILLE TIERCE » - APPROBATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'un arrêté d'ouverture d'enquête publique portant sur la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours a été pris en date du 6 octobre 2011 au vu du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 123.13 relatif à l'organisation des enquêtes publiques et de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

Le dossier de révision simplifiée a été confié à un cabinet spécialisé, le Cabinet GHECO de La Rochelle.

L'enquête publique a eu lieu du lundi 31 octobre 2011 au mercredi 30 novembre 2011 soit pendant 31 jours consécutifs et portait sur le point suivant :

- une rectification de la zone humide nécessite une évolution de zonage du Plan Local d'Urbanisme, permettant une prise en compte du bâti existant et une évolution de celui-ci.

Monsieur Bruno GOUGEON a été désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur et a siégé à la mairie de Combours :

Le jeudi 3 novembre 2011 de 10 h 00 à 12 h 00

Le lundi 14 novembre 2011 de 10 h 00 à 12 h 00

Le mercredi 30 novembre 2011 de 14 h 00 à 17 h 00

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les journaux suivants :

- Ouest-France (le 13 octobre 2011 et le 03 novembre 2011)
- Les Petites Affiches de Bretagne (le 14/15 octobre 2011 et le 04/05 novembre 2011)

L'arrêté de mise à l'enquête publique a également fait l'objet d'un affichage à la Mairie.

La révision simplifiée a été notifiée accompagnée du dossier d'enquête publique aux Personnes Publiques Associées :

- M. Le Préfet de la Région Bretagne – Préfet d'Ille et Vilaine
- M. Le Sous-Préfet de Saint Malo
- M. Le Président du Conseil Régional de Bretagne
- M. Le Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine
- M. Le Président du Pays de Saint Malo
- M. Le Président de la Communauté de Communes – Bretagne Romantique
- M. Le Président de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine
- M. Le Président de la Chambre des Métiers d'Ille et Vilaine
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Malo

Une réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées a eu lieu le mardi 27 septembre 2011.

Monsieur Bruno GOUGEON, commissaire enquêteur, a émis en date du 04 décembre 2011 un avis favorable à la révision simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Combours, qui a pour objet la prise en compte de la modification du repérage des zones humides du SAGE dans les secteurs de « Brancoual, Loup pendu 1 et 2, le Badolier, le Petit Villeneuve, le Camp du Guesclin, la Ville Tierce » et l'adaptation, le cas échéant, du zonage du PLU, tenant compte du bâti existant.

Afin de permettre une évolution des bâtiments dans ces secteurs, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme.

12-13) LOTISSEMENT « LA CROIX BRIAND 4 » - PRESENTATION ET CONVENTION.

Rapporteur : Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la ville de Combourg a été sollicitée par la société ACANTHE, en vue de la réalisation d'un lotissement d'habitation privé : la Croix Briand 4

L'étude technique a été confiée par le promoteur à la société URBANE de Rennes.

Le terrain concerné est actuellement classé 1AUEb correspondant à une zone urbanisable à court ou moyen terme. Il est encadré :

- Au Sud, par le bassin de rétention des eaux pluviales de l'ensemble de la zone
- A l'Ouest par le lotissement existant « la Croix Briand 1 »,
- Au Nord, par des parcelles agricoles appelées à être urbanisées,
- A l'Est, par l'institut des rivières.

Ce lotissement s'inscrit dans une réflexion globale du secteur compris entre la RD 794 au Sud, les lotissements « la Croix Briand » à l'Ouest, la gare de Combourg au Nord-Est et l'Avenue de la Libération au Nord. L'accès à ce lotissement se fera par le lotissement de la Croix Briand 1 et à terme par le boulevard urbain dénommé « Boulevard de l'Europe ».

Le projet vise à la réalisation de 43 lots libres à usage d'habitation individuelle de type traditionnel, dans ses volumes et matériaux. Ces lots déclineront des superficies de 403 à 604 m², pour une surface moyenne de 456 m², hors îlot à vocation sociale de 1 175 m² dédié à la construction de 6 logements sociaux. L'ensemble s'inscrit sur les parcelles cadastrées D-771, 772, 773, 774 et H-518, formant un total d'environ 29 384 m².

Ce projet d'aménagement a fait l'objet d'une concertation entre le lotisseur, le maître d'œuvre, les élus et les services municipaux, et une convention relative à la rétrocession et au classement dans le domaine public communal des espaces communs du lotissement « La Croix Briand 4 » a été établie.

Cette convention définit les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1% du montant des travaux HT.

Cette opération, présentée à la commission n° 4, « Urbanisme et Bâtiment », du Jeudi 19 Janvier 2012, a obtenu un avis favorable.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE le projet de lotissement « La Croix Briand 4 » et AUTORISE le Maire à signer la convention à intervenir avec la Société ACANTHE.

12-14) LOTISSEMENT LE BIHAN - AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE – PRESENTATION ET CONVENTION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la ville de Combourg a été sollicitée par Monsieur Paul LE BIHAN, en vue de la réalisation d'un lotissement d'habitation privé.

L'étude technique a été confiée à Monsieur Laurent LETERTRE, Géomètre-Expert à Dol de Bretagne.

Le terrain concerné est situé Avenue du Général de Gaulle et est actuellement à usage de prairie. Il se trouve bordé au Nord par des propriétés privées bâties, à l'Ouest, par un établissement scolaire, au Sud, par le reliquat des parcelles AB n° 180 et 200 et à l'Est, par des propriétés privées bâties et l'avenue du Général de Gaulle.

Ce lotissement de 6 lots est destiné à l'usage d'habitation et/ou éventuellement à l'exercice d'une profession libérale. L'ensemble se situe sur une partie des parcelles AB n° 40, 41, 99, 101, 180p et 200 p, formant un total d'environ 4 263 m².

Cette opération est inscrite en zone UEb au Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Cette zone urbaine est destinée à l'extension de l'agglomération sous forme d'opération d'ensemble.

La surface des lots varie en 466 et 883 m² afin de pouvoir répondre à la demande croissante de terrain de ce type à l'intérieur de l'agglomération. La disposition des nouvelles parcelles créées relève d'un souci de répartition harmonieuse des constructions en tenant compte, en particulier, des critères d'environnement, des vues et possibilités d'ensoleillement, tout en respectant la topographie des lieux et les orientations naturelles.

La desserte de l'opération se fera à partir de l'Avenue du Général De Gaulle par une voie intérieure, seul le lot n° 1 aura son accès avenue du Général de Gaulle.

La concertation menée entre le lotisseur, son maître d'œuvre, les élus et les services municipaux ont permis de faire évoluer ce dossier et d'aboutir à une convention relative à la rétrocession et au classement dans le domaine public communal des espaces communs du lotissement « LE BIHAN » .

Cette convention définit les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1% du montant des travaux HT.

La commission n° 1 « Urbanisme et Bâtiment », réunie le jeudi 19 janvier 2012, a émis un avis favorable à cette opération.

Monsieur propose au Conseil Municipal :

- d'approuver ce projet
- d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention à intervenir

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **APPROUVE** le projet de lotissement « La Croix Briand 4 » et **AUTORISE** le Maire à signer la convention à intervenir avec les conjoints LE BIHAN, représentés par Monsieur Paul LE BIHAN.

12-15) BLANDEFALLE - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

Section K n° 1464p	M. Mme Serge LEROUX (Terrain constructible)	n°02
Section K n° 2365	M. Mme Serge LEROUX	n°04
Section K n° 2363	Mme Evelyne BELORDE (Terrain constructible)	n°06
Section K n° 2364	Mme Evelyne BELORDE	n°08
Section K n° 2102	M. et Mme Christian ETTLIN (Terrain constructible)	n°10
Section K n° 1459	M. et Mme Christian ETTLIN	n°12
Section K n° 1438	Mme Annie LEPORT (Réhabilitation)	n°14
Section K n° 1437p	Mme Annie LEPORT (Location)	n°16
Section K n° 1437p	Mme Annie LEPORT (Location)	n°18
Section K n° 2457	M. Mme Franck JOURDAN	n°20
Section K n° 2458	M. Ludovic DOREL (Terrain constructible)	n°22
Section K n° 2455	M. Ludovic DOREL	n°24
Section K n° 2456p	M. et Mme Rémy DOREL (Location)	n°26
Section K n° 2456p	M. et Mme Rémy DOREL	n°28
Section K n° 2454	M. et Mme Rémy DOREL	n°30

Numéros impairs :

Section K n° 2245	M. et Mme Pascal ROISAIN	n°01
Section K n° 2248	Mme Catherine ALLAIN	n°03
Section K n° 2247p	Madame Anne CHAUMON	n°05
Section K n° 2247p	Madame Anne CHAUMON (Réhabilitation)	n°07
Section K n° 2247p	Madame Anne CHAUMON (Location)	n°09
Section K n° 1515	Madame Anne CHAUMON (Terrain constructible)	n°11
Section K n° 1516	M. Mme Bernard DANCOISNE (Terrain constructible)	n°13
Section K n° 1517	M. Mme Bernard DANCOISNE	n°15
Section K 1525/1524	Mme Annie LEPORT (location)	n°17
Section K 2093	Mme Virginie LEJEUNE	n°19
Section K 2092	M. Mme DOUAGLIN/BEAULIEU	n°21
Section K 1555	M. Joseph COUVERT	n°23

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes administratives.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-16) LOTISSEMENT LA CROIX BRIAND 3 - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

La Municipalité a été saisie par les nouveaux habitants de la Croix Briand 3 qui souhaitent que leur habitation soit numérotée. Cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais et une distribution plus facile pour les services de la Poste.

Il est rappelé que la rue desservant le lotissement la Croix Briand 3 est : « **rue de Copenhague** »

Il est proposé la numérotation suivante :

Numéros pairs :

Lot 1	N° 16
Lot 2	N° 18
Lot 3	N° 20
Lot 4	N° 22
Lot 5	N° 24
Lot 15	N° 26
Lot 14	N° 28
Lot 13	N° 30
Lot 12	N° 32
Lot 11	N° 34

Numéros impairs :

Lot 6	N° 47
Lot 7	N° 49
Lot 8	N° 51
Lot 9	N° 53
Lot 10	N° 55

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes administratives.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-17) ZONE D'ACTIVITES DU MOULIN MADAME - NUMEROTAGE

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les artisans, commerçants et administratifs qui souhaitent que leur établissement soit numéroté. Cette numérotation permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais et une distribution plus facile pour les services de la Poste.

Il est rappelé que les rues desservant la zone d'activité du Moulin Madame sont :

- La rue du Moulin Madame
- L'avenue du Général de Gaulle
- La rue des Coutures
- L'allée de Lohon
- L'allée des Ruettes
- L'allée des Saules
- L'allée des Ecotays

Il est proposé la numérotation suivante :

Pour La rue du Moulin Madame

Numéros pairs :

Section D n° 1094	Intercoop- AES Laboratoire	N°02
-------------------	----------------------------	------

Numéros impairs :

Section AC n°872	Bail Entreprise AES Laboratoire	N° 01
------------------	---------------------------------	-------

Pour l'Avenue du Général de Gaulle

Numéros pairs :

Section D n° 1450	M. Régis COBAC	N° 60
-------------------	----------------	-------

Section D n° 1449	Entreprise Gentil/Glémot	N° 62
-------------------	--------------------------	-------

Pour La Rue des Coutures

Numéros pairs :

Section D n° 1096	Garage Renault	N° 02
-------------------	----------------	-------

Section D n° 1396	Taxis Sangleboeuf	N° 04
-------------------	-------------------	-------

Section D n° 1397	Entreprise Quévert, Ebéniste	N° 06
-------------------	------------------------------	-------

Section D n° 1451	AES Laboratoire	N° 08
-------------------	-----------------	-------

Section D n° 1355	Entreprise GITEM, M. Horvais	N° 10
-------------------	------------------------------	-------

Section D n° 1354	Entreprise NORISKO	N° 12
-------------------	--------------------	-------

Section D n° 1374	SCI LUNA, Intermarché	N° 14
<u>Numéros impairs :</u>		
Section D n° 1421	DISTRI CENTER	N° 01
Section D n° 1366p	Communauté de Communes (lot en attente)	N° 03
Section D n° 1366p	Communauté de Communes (lot en attente)	N° 05
Section D n° 1366p	Communauté de Communes (lot en attente)	N° 07
Section D n° 1406	Magasin DISTRI VERT	N° 09

Pour L'Allée de Lohon

<u>Numéros pairs :</u>		
Section D n° 1391	Quévert Motoculture	N° 02
Section D n° 1357p	Pôle Emploi Bretagne	N° 04
<u>Numéros impairs :</u>		
Section D n° 1392p	Espace Entreprise	N° 01
Section D n° 1392p	Ateliers Relais	N° 03

Pour L'Allée des Ruettes

<u>Numéros impairs :</u>		
Section D n° 1390	Sogefimur Magasin LIDL	N° 01

Pour L'Allée des Ecotays

<u>Numéros pairs :</u>		
Section D n° 1364	SCP des Vétérinaires	N° 02
Section D n° 1363	Entreprise de Couverture GAVARD	N° 04
Section D n° 1410	M. FERRARD, traiteur	N° 06
Section D n° 1409	BIOCOOP	N° 08
Section D n° 1408	Réseau PRO	N° 10
Section D n° 1437	Hyper U	N° 12
<u>Numéros impairs :</u>		
Section D n° 1362	CAPMYL – ATIMCO	N° 01
Section D n° 1415	SILIGOM – M. Redouté	N° 03
Section D n° 1416p	LG DISTRI	N° 05
Section D n° 1416p	Vers L'Ouest Paysagiste Architecte	N° 07

Il est précisé qu'une plaque de numéro sera donnée aux occupants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Il s'agit d'un principe de numérotage qui peut évoluer en fonction des requêtes administratives.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-18) MEDIATHEQUE DU PÔLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL - AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Médiathèque du Pôle Culturel** », marché à procédure adaptée, signé le 12 mai 2010 :

L'entreprise **LEBLOIS** de Saint James (50), titulaire du **lot n° 8 –Revêtement de sols - Faïences-** a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :
 - Suppression des nez de marche
 - Suppression des bandes podotactiles

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	37 233.50 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- <u>885.00 € H.T.</u>
Nouveau montant du marché:	36 348.50 € H.T.

Soit une diminution **2.37 %** par rapport au montant du marché initial

L'avenant de l'entreprise Leblois (lot n°8) est mentionné à titre d'information et n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-19) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE - AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Construction d'une Maison de l'Enfance** », marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010 :

L'entreprise **CBM** de Plestan (22), titulaire du **lot n° 2 – Charpente Métallique – Couverture Bac Acier – Bardage Serrurerie** - a présenté un avenant (n° 3) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Pose de filets de sécurité

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	149 198.50 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- 2 755.00 € H.T.
Avenant n°2 en moins value :	- 2 604.00 € H.T.
Avenant n° 3 en moins value	<u>- 300.00 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 143 539.50 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une diminution de **3.79 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GRINHARD FRERES** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 4 – Menuiserie Intérieures Bois** - a présenté un avenant (n°6) en plus value :

- Objet de l'avenant :

Système anti pince doigt sur la porte de liaison entre le hall d'accueil et la salle d'éveil.

Système anti pince doigt sur les portes à galandages

Autocollants de signalisation en partie basse des vitres (hauteur enfants).

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	39 250.29 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 1 337.88 € H.T.
Avenant n°2 en moins-value :	- 215.00 € H.T.
Avenant n° 3 en plus value	+ 897.40 € H.T.
Avenant n° 4 en moins value	- 1 485.20 € H.T.
Avenant n°5 en plus value	+ 284.72 € H.T.
Avenant n° 6 en plus value	<u>+1 228.40 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché: 41 298.49 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **9.55 %** et une diminution de **4.33%** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à signer l'avenant n° 6 de l'entreprise **GRINHARD** (lot n°4)

L'avenant n°3 de l'entreprise CMB de Plestan (22) est évoqué à titre d'information

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer l'avenant n° 6 de l'entreprise GRINHARD (lot n° 4).

12-20) EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE – AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux « d'extension de l'Ecole Maternelle » un contrat de mission de contrôle technique a été signé le 27 juin 2011 avec le **Bureau Véritas** de Rennes (35).

Bureau Véritas a présenté un avenant en plus value pour une mission complémentaire concernant le contrôle parasismique.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du contrat:	4 540.00 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	<u>+ 715.00 € H.T.</u>

Nouveau montant du contrat: 5 255.00 € H.T.

Soit une augmentation de **15.75 %** par rapport au montant du contrat initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5 % par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal,;

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le maire à signer l'avenant n° 1 du cabinet Bureau Veritas.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer l'avenant n° 1 du Cabinet Bureau Veritas.

12-21) RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE - AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « **Restructuration du presbytère** », marché à procédure adaptée, signé le 5 juillet 2011 :

L'entreprise **Gentil Glémot** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 3 – Menuiseries Extérieures et Intérieures-** a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :
 - Suppression de la porte d'entrée pleine modèle Beauregard de marque Pasquet
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	29 907.07 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	<u>- 2 039.87 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 27 867.20 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une diminution de **6.82%** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **Gentil Glémot** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 3 – Menuiseries Extérieures et Intérieures-** a présenté un avenant (n° 2) en plus value :

- Objet de l'avenant :
 - Fourniture et pose d'une porte d'entrée pleine sur mesure modèle Montmartre de marque Pasquet
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	29 907.07 € H.T.
Avenant n°1 en moins value :	- 2 039.87 € H.T.
Avenant n° 2 en plus value	<u>+ 2 300.10 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 30 167.30 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **7.69 %** et une diminution de **6.82 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **Degano** de Saint Malo (35), titulaire du **lot n° 5 – Revêtements de Sols et Murs-** a présenté un avenant (n° 1) en plus value :

- Objet de l'avenant :
 - Fourniture et pose d'un revêtement de sol souple dans la cuisine compris travaux préparatoires
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	12 583.79 € H.T.
Avenant n° 1 en plus value	<u>+ 581.46 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 13 165.25 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **4.62 %** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal :

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer les avenants suivants :

- avenants n° 1 et 2 de l'entreprise Gentil Glémot de Combourg.

L'avenant n° 1 de l'entreprise Degano de Saint Malo est mentionné à titre d'information.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer les avenants n° 1 et 2 de l'entreprise Gentil Glémot de Combourg.

12-22) RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE – MARCHE COMPLEMENTAIRE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°11-100 en date du 5 juillet 2011, le Conseil Municipal a été informé de l'attribution des lots concernant les travaux de Restructuration du Presbytère, marché à procédure adaptée signé le 5 juillet 2011.

Le lot n° 5 – **Revêtement de Sols et Murs**- a été attribué à l'entreprise **DEGANO** de Saint Malo (35) pour un montant de 12 583.79 € H.T, soit 15 050.21 € TTC.

Lors des travaux du lot n° 1, la présence d'amiante a été détectée au niveau des sols, l'encapsulage des colles amiantées s'est avéré indispensable occasionnant des travaux supplémentaires.

Pour cette mission, un marché complémentaire au marché initial a été passé avec l'entreprise DEGANO pour un montant HT de 2 035.89 € soit 2 434.92 € TTC € H.T.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

12-23) RESTITUTION DE SURFACE PAR LA POSTE A LA COMMUNE DE COMBOURG - CONVENTION DE TRAVAUX ENTRE LA COMMUNE ET LA POSTE

Rapporteur : Yolande GIROUX

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, le 7 juin 2004, la commune de Combourg a contracté un bail avec LA POSTE de Combourg sur les locaux situés 11, rue Notre Dame mentionnant au rez-de-chaussée : l'administration de la Poste (un bureau de poste et une salle de tri) et au 1^{er} étage un local archives. Pour des raisons professionnelles, les services de tri de la poste de Combourg ont pris possession de locaux situés dans la zone d'activité de Melesse, rue Jules Corvaisier en octobre 2011.

La Poste souhaite de ce fait restituer à la commune de Combourg, une partie des locaux loués notamment les locaux situés au rez-de-chaussée à l'arrière du bureau de poste (salle de tri) d'une surface d'environ 127 m²

Les locaux restitués étant vétustes, il a été décidé de procéder au démontage des locaux préfabriqués pour la totalité des surfaces restituées par la poste le 31 décembre 2011 et de prendre en charge les travaux concernant la séparation entre les deux surfaces conservées par la poste et les surfaces restituées à la commune.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de valider ces accords avec La Poste de Combourg par une convention mentionnant :

- La surface des locaux restitués qui est d'environ 127 m² et qui prend effet au 31 décembre 2011
- Les travaux pris en charge par la commune concernant les deux ouvertures entre le bureau de poste et les surfaces restituées par la poste
- La séparation des fluides (électricité, chauffage et eau) et isolation des circuits de chauffage et d'eau
- La prise en charge de la dépose des éléments de sécurité par la poste
- La résiliation du bail commercial actuel et la constitution d'un nouveau bail commercial (cf. délibération du Conseil Municipal n° 12-23 en date du 8 Février 2012)

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, VALIDE ces accords avec La Poste et AUTORISE le Maire à signer la convention à intervenir.

12-24) BAIL DE LA POSTE – MODIFICATION

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-69 en date du 17 mai 2004, le Maire a été autorisé à signer le renouvellement d'un bail commercial avec la Poste pour un local sis 11 rue Notre dame, pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} janvier 2004, comprenant :

- **Au rez-de-chaussée** : L'administration de la Poste (bureau de poste et salle de tri)
- **Au premier étage** : un local à archives

Compte tenu de la convention de travaux liée à la restitution de surface par la Poste à la Commune (cf. délibération du Conseil Municipal n° 12-23 en date du 8 Février 2012), Madame GIROUX propose d'établir un nouveau bail.

Les caractéristiques du nouveau bail sont les suivantes :

- **Date d'effet** : 1^{er} janvier 2012
- **Durée** : 9 ans
- **Montant du nouveau loyer** : 3 932.40 €
- **Indexation** : indice national du coût de la construction du 2^{ème} trim. 2011 publié par l'INSEE, à savoir **1593**.
- **Périodicité** : annuelle

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- De renouveler le bail avec la poste (Locaposte) dans les conditions énoncées ci-dessus, à compter du 1^{er} janvier 2012 pour une durée de 9 ans.
- D'autoriser le maire à signer le bail à intervenir

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions et AUTORISE le Maire à signer le bail à intervenir.

12-25) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE - REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT ET DENOMINATION DE L'EQUIPEMENT

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combourg a créé un service d'accueil de la petite enfance qui a démarré son activité le 2 janvier dernier. Il s'agit d'un multi-accueil, c'est-à-dire qu'il combine accueil régulier (type crèche) et accueil occasionnel (type halte-garderie), d'une capacité de 25 places, qui fonctionne du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00, avec quatre semaines de fermeture dans l'année. Ce multi-accueil remplace la halte-garderie de 13 places dont l'activité a cessé le 31 décembre 2011.

Suite au dégât des eaux survenu en novembre 2011 dans le bâtiment destiné au multi-accueil, les locaux du Centre de Loisirs ont été aménagés (changement du revêtement de sol, création de 2 dortoirs supplémentaires, protection des poteaux, cloisonnages mobiles, mise en place d'un plan de change, remplacement des radiateurs) afin de permettre l'accueil des tout-petits dans un environnement répondant aux normes de sécurité et d'hygiène.

Une équipe composée de 8 agents, avec l'appui en plus d'une infirmière (huit heures chaque semaine), accueille les enfants, prépare les repas livrés en liaison froide et assure l'entretien des locaux. L'activité progresse bien et, au 31 janvier 2012, 31 enfants sont inscrits en accueil régulier et 28 enfants fréquentent l'accueil occasionnel.

Le règlement de fonctionnement de l'équipement a été modifié pour intégrer les remarques formulées par le service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département. Il convient désormais de passer une convention avec la CAF pour le versement de la Prestation de Service Unique sur ce nouveau service, ainsi que de signer un avenant au Contrat Enfance Jeunesse afin de prendre en compte l'activité du multi-accueil.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le règlement de fonctionnement du multi-accueil
- d'autoriser le Maire à signer la convention de Prestation de service Unique avec la CAF
- d'autoriser le Maire à signer l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse

Par ailleurs, considérant l'intérêt pratique pour les usagers et le gestionnaire de nommer cet équipement, considérant que la halte-garderie était précédemment dénommée "Ribambelle" et que ce nom est donc étroitement associé à la petite enfance sur Combours, Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal de dénommer le multi-accueil de Combours "**Ribambelle**".

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

12-26) MEDIATHEQUE - REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT ET DENOMINATION DE L'EQUIPEMENT

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT informe le Conseil Municipal que la médiathèque a ouvert ses portes le 3 décembre dernier, après plusieurs semaines d'appropriation du bâtiment et d'aménagements.

Un règlement de fonctionnement propre à la médiathèque a accompagné la mise en place de ce service composé de 4 agents, dont un assistant de conservation du patrimoine qui en assure la responsabilité

Comme il est d'usage de donner un nom aux équipements culturels, la commission des affaires culturelles a proposé de dénommer la médiathèque de Combours "La source", ce nom évoquant à la fois les métiers du livre et la localisation du bâtiment, la place Piquette tirant son nom d'une source présente sur place.

Madame Quévert rapporte en séance quelques éléments statistiques sur l'activité depuis l'ouverture de l'équipement.

Elle propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le règlement de fonctionnement de la médiathèque
- de dénommer la médiathèque de Combours "**La source**"

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

12-27) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN CHEMIN COMMUNAL A « LA FROMIERE » – DEMANDEURS : M. BLANCHET PIERRE-YVES / MME LE HOUSSEL MELANIE ET M. DESCLOS PIERRE

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 6 Décembre 2011, Monsieur BLANCHET Pierre-Yves et Mme LE HOUSSEL Mélanie, domiciliés à « Trévason » à Combours, et Monsieur DESCLOS Pierre, domicilié au « Champ Buet » ont demandé l'achat du chemin communal situé au droit de leurs propriétés respectives.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie en date du 13 Janvier 2012, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à ces demandes.

Par ailleurs, il est précisé que ces ventes, si elles se réalisent, auront lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette acquisition.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-28) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL A « LA FROMIERE » – DEMANDEURS : M. BLANCHET PIERRE-YVES ET MME LE HOUSSEL MELANIE

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 6 Décembre 2011, Monsieur BLANCHET Pierre-Yves et Mme LE HOUSSEL Mélanie, domiciliés à « Trévason » à Combours ont demandé, dans le cadre du bornage de leur propriété, l'achat d'une portion du chemin communal situé au droit de leur propriété, entre les parcelles cadastrées D 1233 et D 1235.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie en date du 13 Janvier 2012, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande, sous réserve de l'aliénation au profit de la commune des parcelles frappées d'alignement le long de la voie communale, ainsi que de la partie nord de la parcelle cadastrées D-1238 pour permettre un meilleur accès au chemin rural.

Par ailleurs, il est précisé que ces ventes, si elles se réalisent, auront lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-29) DEMANDES DE REGULARISATION DE VOIE COMMUNALE ET D'ACQUISITION DE DELAISSES AU LIEU-DIT « HAILAND » - CONSORTS HARAND (Loïc, Joël et Henri)

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie de différentes demandes de la part des Consorts HARAND (Loïc, Joël et Henri), en date des 3 Septembre 2010 (Loïc), 12 Septembre 2011 (Joël) et 3 Janvier 2012 (Henri) pour la régularisation de la voie communale située à Hailand au droit des parcelles leurs appartenant, et à l'acquisition des délaissés communaux résultant de cette régularisation.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales, réunie le 20 septembre 2011 et le 13 Janvier 2012 a émis un avis favorable à ces demandes.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de ces cessions et acquisitions.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-30) REQUALIFICATION URBAINE – AVENUE DE LA LIBERATION – SECTION VOIE SNCF / CHEMIN DE BEL AIR – CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE ET LA COMMUNE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre du marché de la requalification urbaine, la commune a engagé une réflexion globale sur l'ensemble de l'avenue de la Libération. A ce titre, l'esquisse a été présentée le 26 Mai 2010, une première phase de travaux réalisée entre le chemin de Bel Air et la limite d'agglomération et une deuxième phase de travaux engagée entre la Rue Jules Corvaisier et la voie SNCF.

L'avenue de la Libération correspondant à une partie de la Route Départementale n° 796, il convient de régir l'implication du département dans la prise en charge de ce dossier par le biais d'une convention avec la commune.

Cette convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles les aménagements seront réalisés et gérés et fixer également la domanialité des ouvrages réalisés entre le Département d'Ille et Vilaine et la Commune de Combourg.

La prise en charge de la couche de roulement en enrobés par le Conseil Général sera versée à la Commune sous forme de subvention à hauteur de 7.45 € H.T. /m².

Calculée sur la base d'une largeur de chaussée moyenne de 6,00m, pour une surface totale maximale de 1740 m², cette participation financière d'un montant maximal de 12 963.00 € sera versée après réception des travaux au vu du constat des surfaces traitées.

Par ailleurs, des travaux de réparation de la structure de la chaussée, liés à l'usure normale, ont été identifiés. Ils ont été réalisés par la commune avec une prise en charge financière du Département sous forme d'une subvention complémentaire. Les surfaces de purges sont de 300 m² pour un coût d'un montant maximal de 3 240.00 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, AUTORISE le Maire à signer la convention à intervenir avec le Conseil Général.

12-31) TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE VOIRIE URBAINE 2010 – AVENANT DE PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Dans le cadre du marché de travaux de requalification de voirie urbaine - programme 2010, Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération en date du 23 juin 2010, le Conseil Municipal a approuvé le programme de travaux, validé le DCE et autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Considérant le retard pris dans l'exécution des travaux suite à des travaux supplémentaires (avenant n°1, 7 jours), à des arrêts techniques pour l'hydrodécapage (24 jours), le terrassement complémentaire de chaussée (14 jours), la signalisation horizontale (12 jours), des intempéries (18 jours) ainsi que pour les jours fériés et de congés (21 jours), il convient de prolonger le délai d'exécution des travaux de 96 jours calendaires sans incidence financière.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant de prolongation du délai d'exécution des travaux de 96 jours calendaires soit une date de fin de travaux au 29.04.2011 du marché de requalification de la voirie urbaine – programme 2010 dont le titulaire est l'entreprise SACER ATLANTIQUE située à Rennes.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et AUTORISE le Maire à signer l'avenant précité.

12-32) DEDOUBLEMENT DE LA CONDUITE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LE SITE DE PRODUCTION DE LA GENTIERE ET LE RESERVOIR DE BEL-AIR – MARCHE DE TRAVAUX - ATTRIBUTION

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 9 Février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre, et, par délibération en date du 5 juillet 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet BOURGOIS, de Saint Grégoire pour assurer cette mission.

Par ailleurs, par délibération en date du 9 Novembre 2011, le Conseil Municipal a décidé :

- d'approuver l'Avant-Projet Détaillé (APD)

- d'autoriser le Maire à signer et à notifier au maître d'œuvre l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux et fixant sa rémunération définitive
- D'approuver ce programme de travaux
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- D'autoriser le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 9 Décembre 2011.
- pour l'édition d'Ouest-France du 13 décembre 2011.

25 DCE ont été retirés et 10 plis réceptionnés dont 1 pli électronique avant la limite de dépôt des offres fixée au Mardi 17 Janvier 2012 à 12h00.

L'ouverture des différentes propositions a été réalisée en présence de Mme Gingat, Adjointe, le Mardi 17 Janvier 2012 à partir de 14h00, et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet Bourgois.

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Vendredi 27 Janvier 2012 à 14h00, le pouvoir adjudicateur a décidé de retenir la proposition de :

SITPO
Société Immobilière et de Travaux Public de l'Ouest
La Vallée Cagnon
BP 15
50180 Agneaux

Pour un montant de 164 334.20 € HT, soit 196 543.70 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-33) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rend compte des décisions **du 30**

Novembre 2011 au 31 Janvier 2012 et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Ancien Centre de tri postal Rue Notre Dame Diagnostic amiante avant démolition	Diag Immo Services - Combourg Innax - Rennes Acetec – Rennes Planet Diag - Combourg	100.33 € 220.00 € Non répondu Non répondu	119.99 € 263.12 € Non répondu Non répondu
Pole ferroviaire Mission de coordonnateur SPS	Ipac Conseil – Montgermont Socotec – St Malo Apave – St Malo Dekra – Vern sur Seiche Veritas - Rennes	2 262.50 € 3 720.00 € 4 514.06 € 4 800.00 € Non répondu	2 705.95 € 4 449.12 € 5 398.82 € 5 740.80 € Non répondu

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-34) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 24 novembre 2011 (**DIA n° 44**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AI numéros 295 et 20 d'une superficie de 5 000 m² sises « Place Joseph Hubert » des terres classées en zone UAa
- Décision en date du 30 novembre 2011 (**DIA n° 45**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :

- Parcelle D 1476 d'une superficie de 708 m² sise « Le Moulin Madame » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 30 novembre 2011 (**DIA n° 46**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D numéro 1313p d'une superficie de 287 m² sise « Le Pont Pican » terres classées en zone 1AUEb
- Décision en date du 30 novembre 2011 (**DIA n° 47**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE numéros 557, 556, 554 et 553 d'une superficie de 328 m² sises « 19, avenue de la Libération » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 16 janvier 2012 (**DIA n° 48**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AD numéro 94 d'une superficie de 68 m² sise « Ruelle des Jardins »
- Décision en date du 2 décembre 2011 (**DIA n° 49**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC numéros 207 et 227 d'une superficie de 199 m² sises « 5, place du Moutier » supportant une habitation et un local commercial
- Décision en date du 7 décembre 2011 (**DIA n° 50**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AL numéro 71 d'une superficie de 130 m² sise « rue de la Butte »
- Décision en date du 13 décembre 2011 (**DIA n° 51**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE numéro 80 d'une superficie de 206 m² sise « 45, avenue de La Libération » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 19 décembre 2011 (**DIA n° 52**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE numéros 19 et 505 d'une superficie de 571 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 16 janvier 2012 (**DIA n° 01**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AN numéros 124 et 51 d'une superficie de 121 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 17 janvier 2012 (**DIA n° 02**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE numéro 650 d'une superficie de 1 133 m² et supportant un appartement avec parking
- Décision en date du 18 janvier 2012 (**DIA n° 03**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AB numéros 121, 155 et 208 d'une superficie de 404 m² et supportant une maison d'habitation

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 55.